

Université Abderrahmane Mira de Bejaia
Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion
Département



MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MESTER EN SIENCE ECONOMIQUE

Option : MBEI

L'INTITULE DU MEMOIRE

Le financement des PME contraintes et perspectives

Cas de la S.G.A Bejaia Sghir 503

Préparé par :

Mechmeche Sabrina
Alouache Radia

Dirigé par :

BELLACHE. Y

Date de soutenance :

Jury :

Président : MOULOUDE Abdenour

Examineur : ZIANI Lakhdar

Rapporteur : BELLACHE Youghourta

Année universitaire : 2015-2016

REMERCIEMENTS

Nos vifs remerciements vont à tous les membres du jury qui ont accepté de consacrer le temps qu'il faut pour évaluer notre mémoire.

Nous tenons donc à remercier Monsieur Bellache. Notre promoteur confiance qu'il nous a témoigné en nous attribuant ce travail, et nous souhaiterions ici lui présenter notre sincère reconnaissance pour ses judicieux, ses encouragements, son dévouement et son aide durant toute la période du projet.

Bien sur, nos remerciements Monsieur Oubelid notre en cadreur lors du stage, pour son entier disponibilité, son savoir-être, son savoir-faire, son aide précieuse et sa franche collaboration.

Un grand merci à tout le collectif du département économique pour leur qualité humaine très positive, leur patience, la disponibilité et l'esprit de compréhension affiché à l'égard de l'ensemble des étudiants.

Ces remerciements ne seraient pas complets sans une pensée pour tous nos enseignants ayant contribué à notre formation universitaire.

En fait, la réalisation de ce modeste travail n'a été rendu possible que grâce à des personnes qu'elles veuillent trouver ici l'expression de notre profonde gratitude et nous tenons à remercier toutes personnes qui de près ou de loin ont aidé et encouragé à bien mener modeste travail.

D*edicaces*

Je dédie ce modeste travail à toute ma famille et tous mes amis sans exceptions.

Radia.

Je dédie ce modeste travail a tout ma famille et ma belle-famille et a tous mes amis.

Sabrina.

La liste des abréviations

CT :crédit a court terme

CMT : crédit à moyen terme

CLT : crédit à long terme

PE : petite entreprise

ME :moyenne entreprise

TPE : très petites entreprise

PME : petite moyenne entreprise

PMI : petite moyenne industrie

LFC : la loi de la finance complémentaire

OCDE : organisation du commerce et développement économique

CNAC : caisse nationale de l'assurance chômage

ANSEJ : agence nationale de soutien et emploi de jeunes

ANDI : agence nationale de développement d'investissement

ANGEM : agence nationale de gestion du micro crédit

CERDOC : crédit documentaire

NBR : nombre

EX : exploitation

IBS : impôt sur bénéfice

CA : chiffre d'affaire

EBE: excédent brut d'exploitation

FR : fond de roulement

BFR : besoin de fond de roulement

TR : trésorerie

VA : valeur ajoutée

TCR : tableau de compte de resultat

TRI: taux de rentabilité interne

DR: délai de récupération

VAN: valeur nette actuelle

IP: indice de profitabilité

CF: cash flow

CAF : capacité d'auto -financement

SGA:société générale d'Algérie

SPA: société par action

EURL:entreprise unipersonnelle et responsabilité limité

SNC: société au nom collectif

CONSO: crédit à la consommation

BTP:batiment et travaux publics

CLIPRO: service clientèle professionnel

CLIPRI: service clientèle de particulier

La liste des tableaux

N°	Titre du tableau	N° Page
01	Catégories de PME en Algérie	
02	Répartition des projets par secteur d'activités année 2013 par bilan CNAC	
03	Répartition des projets financés par secteur d'activité année 2013	
04	Bilan des dispositifs ANDI pour l'année 2015	
05	Evolution de la population des pme durant la période de 2012-2013	
06	Population des PME en Algérie année 2015	
07	PME privées par secteur d'activité	
08	Répartition des PME privées et l'emploi par secteur d'activité	
09	Implantation territoriale des PME	
10	Le nombre de PME financées par SGA agence 503	
11	Répartition des PME financées selon la taille	
12	Répartition des PME selon la forme juridique	
13	Répartition des PME selon leur type d'activité	
14	Répartition des Crédits d'exploitation accordés aux PME	
15	Répartition des crédits d'investissement accordés aux PME	
16	Répartition des crédits selon leur nature	
17	Diagnostic économique	
18	Bilan comptable provisionnel « actif »	
19	Bilan comptable provisionnel « passif »	
20	Bilan provisionnel des comptes résultat et cash –flow	
21	Evolution des cash-flows	
22	Soldes intermédiaire de gestion	
23	Trésorerie	

La liste des figures

N°	Tire de la figure	N° Page
01	L'organigramme de l'agence Bejaia seghir 503	

Sommaire

Introduction Générale

Chapitre N°01 : Généralité sur les PME

Introduction

Section 01 : Généralité sur les PME.

Section 02 : caractéristique et la place des PME transfert pour l'acquisition

1 –les caractéristiques des PME.

2- la place des PME transfert pour l'acquisition

Section 03 : le fondement théorique des PME en Algérie.

1- Le rôle et importance des PME dans l'économie algérienne

2- Les organismes et institution spécialisé dans le soutien et la promotion des PME

Conclusions

Chapitre N°02 : les sources, besoins et contraintes, perspectives.

Introduction

Section 01 : les sources et les besoins de financement des PME.

1- Les sources de financements des PME.

3- Les besoins de financements des PME.

Section N°02 : Les contraintes de développement des PME en Algérie.

Section N°03 : les perspectives de développement des PME en Algérie.

Conclusion.

Chapitre N°03 : le processus de financement des PME.

Introduction

Section 01 : présentation de l'agence d'accueil (SGA503), Béjaia.

Section 02 : contribution de la société au financement des PME.

Section 03 : étude de cas d'un dossier de crédit d'investissement.

Conclusion

Conclusion Générale.

Introduction générale

Introduction Générale :

En effet dès la fin des années 80 ,le financement des PME est caractérisé par une conjoncture marquée par une hausse de croissance du taux d'intérêt les pouvoirs public notamment les banques ont cherché a développé des structure productive et assurent l'octroi des crédits à l'investissement, les banques ont pour objectif de financer l'investissement ainsi tentent de maintenir avec les entreprises des relations à long terme dans le but de réduire les asymétries informationnelle et plus grande sécurité financière de mesurer le taux de fond propre.

La recherche de la diversification bancaire lier a l'intensité des besoins de financement de PME et aussi chercher dans la théorie pour expliquer cet état, il est évident aussi de considérer que les PME cherchent à éviter la dilution du capital et assurer une relative Indépendance, cette source de financement devient inévitable avec l'accroissement de l'investissement pour que les PME algériennes entre aux attribuent une importance manifeste pour les prêts bancaires.

Le passage dans les années quatre-vingt ,d'une économie d'endettement à une économie de fond propre dans les pays industriels, permet de provoquer le problème de l'accès limité au financement dans système de financement indirect, En effet ,les agents économiques ,connaissent rarement un équilibre parfait entre leur recettes et leur dépenses ,soit ils se trouvent en situation de financement mises à la disposition des besoins de financement ,la rencontre peut se faire directement sur le marché des capitaux.

L'importance de ce travail de recherche apparait à travers :

- l'importance et rôle des PME dans une économie Algérienne.
- l'importance des organismes et institutions spécialisée dans le soutien des PME.
- le rôle des PME privé dans l'évolution de la population.

L'objectif de notre recherche vise à comprendre la nécessité des sources de financement des PME et retrouve les solutions des problèmes de ces dernières.

La problématique principale que nous proposons tourne autour du questionnement fondamental suivant : Quelles sont les contraintes de financement des PME Algérienne ? En suite par les questions secondaires :

Quelles sont les sources de financement disponible ? Quelle est la place des PME dans une économie Algérienne ?.

A la lumière des questions posées et dans l'espoir de réaliser l'objectif visé, les hypothèses suivantes :

- les sources de financement dépendent toujours au financement direct et indirect.
- les contraintes financières et informelles sont des facteurs bloquants pour les PME.
- l'absence d'une culture managériale dans les entreprises constitue une cause fondamentale de non développement du secteur public en Algérie.

A Fin d'apporter des éléments de réponse à la problématique posée, nous avons jugé utile de recourir à la méthode descriptive et analytique, et cela dans le but de cerner quelques concepts théoriques relatifs à la finance d'entreprise, et montrer la place et le rôle des PME algériens dans le développement économique à partir de l'indépendance 1963 sur la mutation du système financier Algérien.

Afin d'étayer notre travail, nous avons conduit à un stage pratique, nous avons essayé de détecter quelques contributions de la société au financement des PME ainsi détecter la nature des crédits accordées aux PME à fin de tenter l'importance des PME pour le développement économique Algérienne.

Nous avons structuré notre travail en trois chapitres ,un chapitre préliminaire qui consiste les généralités sur les PME ,nous étudierons en première lieu les critères de définition des PME puis les caractéristiques et en fin la place et rôle des PME Algériens, nous passerons par la suite , En seconde chapitre qui comprend des sources et des contraintes et ses perspectives des PME et pour étayer notre travail nous présenterons par la suite quelque contribution de notre Société 503 au financement des PME ainsi que on a traité un dossier d'un crédit d'investissement qu'on a vu les conditions d'accès à ce crédit à partir de leur analyse financière.

CHAPITRE –I–

Généralité sur les PME

Introduction :

Le besoin de dissocier les PME des grandes entreprises n'est pas nouveau : la plupart des pays se sont attachés à distinguer les entreprises selon leur taille, mesurée en termes de montant de chiffre d'affaire.

La pme est définie comme une entreprise de moins de 250 salariés, on prend par exemple en chine ni le nombre de salariés ,ni le chiffre d'affaire ne sont retenus, ce qui retient la capacité de la production et l'importance de l'outillage, A ce jour il n'existe pas de définition unitaire de la pme ,pour cette raison que la commission des communauté européenne du 30Avril1996 « définit la pme comme une entreprise indépendante financièrement, employant moins de 250salariés avec chiffre d'affaire plafonné à40million d'euro »

Dans ce première chapitre nous allons étudier une approche historique et théorique, c'est -à- dire cerner son aspect d'utilité organisationnelle pour apprendre les multiples processus qui régissent sont identité et structure sa spécificité économique et sociale dans son créneau naturel de développement.

Ce chapitre il compose de trois sections, la première section en va présenter généralité sur les PME, et la deuxième section en va estimer la place et le rôle des PME dans le développement économique Algériens, dans la troisième section en va cerner configuration du secteur des pme et ces évolutions.

Section 01 : Définition et caractéristique de la PME**1/Définition de la pme :**

La pme désigne une entreprise de petite taille par rapport à leur nombre de salariés ou leur chiffre d'affaire.

1-1/Les critères de définition :**A/Critères quantitatif :**

Cette approche rejoint plus la réalité Socio-économique l'élément fondamental qui revient avec constance selon les intensités varie est l'aspect humaine lié à l'entreprise.

La pme est « une unité de production ou de distribution, une unité de direction et de gestion sous l'autorité d'un dirigeant entièrement responsable de l'entreprise.

Cette dimension humaine liée à la personnalisation de la gestion des pme est certes l'élément : une entreprise peut être considérée comme pme lorsque l'entrepreneur lui-même est en mesure de

- Diriger la firme
- Prendre de décision essentielle
- Supporte les pertes générées par la prise de risque
- Prendre en charge le financement de l'entreprise

B/Critères qualitatifs

Les critères qualitatifs sont indispensables à la définition des pme

- ❖ **Style de direction :** les pme ont un système de direction centralisé, pour éviter la décentralisation qui coûte chère. Formation et gestion : concerne des deux points les plus faibles de la pme, qui a commencé sans tradition management moderne, qui engendre la mauvaise organisation de la délégation et répartition des tâches.
- ❖ **Indépendance d'action du chef entreprise :** l'entrepreneur supervise et gère ses employés dont la compétence pour atteindre un certain objectif, l'employeur effectue toutes les tâches.
- ❖ **effectue toutes les Formation et gestion :** concerne des deux points les plus faibles de la PME, qui a commencé sans tradition management moderne, qui engendre la mauvaise organisation de la délégation et répartition des tâches.

1-1-1/Définition de la pme en Algérie :

« en Algérie, la petite et moyenne d'entreprise est définie comme étant tout entreprise de production de bien et service qui se caractérise par un nombre d'employés qui varie entre 1et 250 ,dont chiffre d'affaire est compris entre 2million de Dinard ou un total du bilan inférieur ou égale a 500 million de dinard.la très petite entreprise(TPE) ou micro -entreprise. Y est

Définie comme une entreprise employant de 1 à 9 employés et réalisent un chiffre d'affaire annuel inférieur a20 million ou dont le total du bilan n'excède pas 10million de Dinard »¹

A partir cette définition la PME, on distingue 3 catégorie

- La moyenne entreprise (ME),se caractérise par un nombre d'employés allant 50à250 Personne ,contre chiffre d'affaire égale ou inférieur à 2 million de Dinard ,ou un total exposé entre 100et 500million.
- La petite entreprise (PE), se caractérise par un nombre d'employé allant de 10à49personne, contre chiffre d'affaire qui ne dépasse pas 200de Dinard, ou un total du bilan qui ne dépasse pas 100million de Dinard.
- La très petite entreprise (TPE), est distinguée par un nombre d'employés qui va de 1à9 contre chiffr d'affaire inférieur à 20 million de Dinard.²

Le tableau ci- dessous résume les trois catégories des PME ,telle présentées ci-dessus

Tableau N°01 : Catégories de PME en Algérie

Entreprise	Effectif	Chiffre d'affaires	Le total du bilan
Micro entreprise	1 à 9	Inférieur à 2 Millions DA	N'excède pas 10 Millions DA
Petit entreprise	10 à49	N'excède pas les 20 Millions DA	Inférieur ou égale 100 Millions DA
Moyenne	50 à250	20 Millions à 2 Milliards	De100 à500 Millions

¹ Farida Merzouk, « PME et Compétitivité en Algérie »p 01

² O. Bouchibane, problématique du financement des pme en Algérie, 2010-2011p07

entreprise		DA	DA
-------------------	--	----	----

Source : Loi d'orientation sur la promotion de la PME du décembre 2001

1-2/Caractéristiques des PME algériennes :

Les PME amament Les un rôle particulièrement tragique dans les thésaurisations en voie de développement. Si elles sont nommées à jouer le même rôle que les PME des pays avancés et à faire face aux mêmes contraintes, celles des pays en développement supportent plus que les autres l'absence de la qualité des capacités humaines et institutionnelles, avec lesquelles elles évoluent et tardent à en bénéficier des avantages qu'elles sont en légitimité d'attendre des économies de marché et du commerce mondial.

Selon une étude de l'OCDE (2004) sur les PME, on peut résumer les caractéristiques des PME des pays en développement et en transition dans les points suivants :

- La faible capacité des petites abstractions à faire entendre leur voix à la durée de la formulation de l'action gouvernementale et l'absence de conférence institutionnalisée entre les secteurs public et privé ;
- L'absence de législation appropriée sur les droits de propriété et des solutions pour la faire respecter, qui expose l'accès au crédit en particulier pour les femmes ;
- L'existence des dégâts défavorables dos l'initiative privée, d'une prise de distance et d'incertitude réciproque entre le secteur privé et public ;
- La dominance des entreprises publiques dites nationales dans les secteurs stratégiques et la précellence du secteur public dans la promotion des exportations et des investissements ;
- L'insuffisance d'informations économiques et des données statistiques assemblées, actualisées sur les PME et les institutions de soutien ;
- Un nombre élevé des TPE dans le tissu des PME et le poids important du secteur informel dans l'activité économique. »

Aujourd'hui,, les PME algériennes ont des caractéristiques, qui ne sont pas homogènes et varient d'un secteur d'activité à un autre, selon la dimension de l'entreprise et la région de son implantation. Grosso modo, on peu dire que, les PME en Algérie se distinguent,- en plus de celles partagées par leurs homologues des pays en développement, nommées précédemment -, par les caractéristiques suivantes :

- Une structure financière généralement fragile et la priorité du capital amical (familial) ;
- Une concentration relative dans les secteurs de la production des biens de consommation et des services ;

- Prépondérance des micros-entreprises (96,15 % des PME en Algérie (2009) appartiennent à la catégorie des TPE avec moins de 10 salariés) ;
- Résolution et qualification professionnelles des dirigeants des PME sont souvent non justifiées (faible capacité managériale) ;
- Manque d'encadrement technique.

Section02 : la place et le rôle des PME algériens dans le développement économique

2-1/ La place des PME algériens :

Le déroulement de développement des PME algériens célèbre certains nombre des périodes

- **la période (1963-1969)** : l'industrie algérienne figure 5% de la production intérieure ainsi atteint 29% en 1969.
- la période (1970-1973) : l'industrie algérienne figure 35% de la production intérieure.
- les années 80, à cette époque la PME est considéré comme complément au secteur public.
- la période (1982-1988) : ces périodes donnent plus l'importance au secteur privé, et la naissance de deux plans quinquennaux qui mesure :
 - ✓ Le droit de transfert pour l'acquisition des équipements et dans certains cas des matières premiers ;
 - ✓ Un système d'importation sans paiement ;
 - ✓ L'accès aux autorisations globales d'importation ;
 - ✓ Le financement par les banques ne doit pas dépasser 30% du montant total de l'investissement ;
 - ✓ Le montant investis ne doit pas dépasser le 30 million de DA pour la SARL ;
 - ✓ L'interdiction de posséder plusieurs investissements par un seul entrepreneur ;
- **À partir 1988** : se caractérise par l'ouverture de l'économie algérienne au marché ainsi donne la naissance à plusieurs nombre des PME privés, ainsi donne l'autorisation aux investissement étrangères qui née à partir de 1990 par la loi 90-10 du crédit du 14/04/1990 Relative à la monnaie et au crédit³, puis en décret n°91-37 du 19/02/1991 portant la libération du commerce extérieure⁴.
- **Des 1993** (avec le cadre de la promotion de l'investissement promulgué le 05 110/1993 ce code pour :
 - ✓ La promotion de l'investissement

³ La loi 90-10 du 14/04/1990 relative à la monnaie et au crédit

⁴ la loi 91-37 du 19/02/1991 portant la libération du commerce extérieure

- ✓ Légalité entre les promoteurs nationaux privés et étrangers
- ✓ Réduction des délais d'études des dossiers
- ✓ Remplacement de l'agrément obligatoire par une simple déclaration pour investi
- **A partir de 2000** la charge de la PME a clairement augmenté le nombre le plus que doublé , les statistique disponibles indiquent que plus la moite des PME ont été crée entre 2001/2007 suite à la loi d'orientation sur les PME de 2001 soit 212120 entreprises .a la fin de 2010 le nombre des PME privées a connu une évaluation remarquable, et a enregistré le nombres de 398788 entreprises , alors qu' on début de 2003 elle étaient a 207949 entreprises contrairement au nombre des PME publiques qui a enregistré une diminution 228 en 07 années par contre le total des artisans durant 07 année a connu une augmentation nette et a passé de 79850 entreprises , ses artisanales en 2003 à 162085 entreprises a la fin de 2009 .

2-2/LE rôle et l'importance des PME dans l'économie algérienne

Les PME jouer un rôle important dans toutes les économies, car elle permet contribue à la croissance et au développement économique par :

➤ **La création d'emplois :**

La disposition remarquée ces dernières années dans l'évolution du taux de chômage en Algérie continue à s'inscrire globalement a la baisse, en raison de la contribution du secteur PME à créer de l'emploi plus particulièrement par le secteur privé.

La résolution économique est du principalement à des investissements dans le domaine de l'industrie, etc. pour surmonter ces difficultés il est sages de créer de petites filiales aux grand entreprise.

➤ **La création de la valeur ajoutée :**

La valeur ajoutée se mesure par la différences entre les vents et les achats des biens pour produire ces vent en 2015 la valeur ajoutée de secteur public était de 617,4 milliards de dinar représentent 53,5 %du total, alors que le secteur prive de 1178 milliards de dinar soit 46,5 du total national.

➤ **La distribution des revenus :**

La valeur ajoutée créée par chaque PME recouvre l'ensemble des rémunérations des services qui ont été rendus au cours du processus de production et au fonctionnement des administrations, la valeur ajoutée soutiendra à :

✓ Rémunérer les services, force de travail, capital, moyens financiers (il s'agira alors des salariées, de dividendes ou d'intérêt)⁵

✓ Contribues au fonctionnement des administrations en particuliers en versant des emplois

Il est propre donc que entreprise quelle que soit sa taille, en créant de la valeur ajoutée et en redistribution ce surplus sous formes diverses aux autres agents remplit un rôle essentiel dans l'activité d'un pays, il faut aussi énoncer que ses fonctions de nature uniquement économique ne sont pas les seules que l'on attribue a cette catégories d'entreprises, de plus en plus, et du fait de son importance dans les sociétés modernes.

Section 03 : configuration du secteur des pme et ces évolutions

3-1/ Les organismes et institutions spécialisée dans le soutien et la promotion des PME

Parmi les institutions et organisme on trouve

a/caisse national d'assurance chômage(CNAC) 1994

La caisse vise les chômeurs d'âge entre 35 et50 ans qui investissent dans activités industrielles et ou des services sauf la revente en l'état, la caisse correspond les taches aussi suivantes

- propose un crédit sans intérêt entre 2et 5million
- accompagnement personnel aux porteurs de projets
- donne un droit de l'acquisition immobilière effectue dans le cadre de la création de l'activité
- application du taux réduit de 5% en matière de droits de douane pour les biens d'équipements entrant dans la réalisation de l'investisse

Tableau N°02: Répartition des projets par secteur d'activités année 2013 par bilan CNAC

Secteur d'activités	NBR de dossiers déposés	NBR de dossiers validés	NBR de dossiers ayant reçus l'accord bancaire	NBR de dossiers finances	NBR d'emplois correspondants
Agriculture	122	70	34	39	77
Pêche	08	05	02	02	06

⁵ Samia Gharbi, « les PME /PMI en Algérie »2011, p05

BTPH	352	80	57	73	165
Hydraulique	04	01	03	03	12
Industrie	105	37	52	74	153
Services	184	366	199	227	537
Transport	/	03	58	97	97
TOTAL	775	562	405	515	1041

SOURCE CNAC

Il convient de noter à cet égard que les secteurs ou la création d'entreprises a été plus forte restent ceux des services avec 227 projets et avec des emplois représentent 537 Salaries, suivi par le secteur des transports avec 97projets.

b/agence national pour le soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ)

C'est un organisme qui vise les chômeurs 19à35-40 de crée leur propre emploi et réalise leur projet professionnel selon leur qualification strictement collaboration avec les banque publique

Tableau N°03 : Répartition des projets financés par secteur d'activité année 2013

Secteur d'activité	Nombre de projets financés	Nombre d'emplois créés
Service	351	625
Artisanat	230	488
Agriculture	107	171
Pêche	03	13
Industrie	122	352
BTPH	574	1317
Professions libérales	73	143
Transport	173	187
Maintenance	04	14

TOTAL	1637	3310
-------	------	------

SOURCE : ANSEJ

Le secteur BTPH enregistre 574 projets, du total (1637 projets), et avec des emplois représentant 1317 salariés, suivi par le secteur de service.

c/Agence national de développement des investissements (ANDI)

Est créée en 2001, elle est chargée pour le développement et la permanence des investissements en Algérie, s'occuper et orienter des investissements nationaux et internationaux, son objectif est de faciliter les méthodes de création d'entreprise.

Tableau N°04: bilan du dispositif ANDI pour l'année 2015

Secteur d'activité	NBR de projets	%	Montant en (MDA)	%	NBR d'emplois	%
Agriculture	11	2,11	608	1,76	109	2,34
BTPH	68	13,05	3218	9,31	940	20,19
Industrie	85	16,31	12789	37,06	1760	37,81
Santé	03	0,58	74	0,21	08	0,17
Transport	246	47,22	4927	14,26	709	15,23
Tourisme	14	2,69	9684	28,04	817	17,55
Santé	94	18,04	3223	9,33	312	6,70
TOTAL	521	100	34532	100	4655	06,70

Source : ANDI

Cet organisme d'appui a créé 4655 des postes d'emplois en 2015.

Durant cette année, la majorité des projets a été le fait du secteur des transports avec plus de 47,22% du nombre total des projets déclarée à ANDI, ce secteur cumule 709 emplois soit 15,23% de l'emploi global par contre, le secteur de l'industrie représente 16,31% des projets et enregistre 37,81% des emplois déclarée.

d/Agence national de gestion du micro crédit(ANGEM)

Est créée en 2004, l'agence qui représente un autre outil de lutte contre le chômage et la fragilité sociale dont l'objectif de soutenir le développement des capacités individuelles des citoyens, L'ANGEM a signé des conventions avec les banques publiques.

A côté de ces organismes on trouve aussi nombreuse structure et instrument

- Fond de garantie des crédits aux pme
- L'agence nationale de développement de la pme
- La caisse de garantie des crédits à l'investissement des PME

3-2/Evolution du secteur de la PME

3-2-1/Evolution de la population des PME (2012-2015)

Le tableau suivant indique le dynamisme du secteur des PME

En Algérie.

Tableau N°05 : Evolution de la population des PME durant la période de 2012-2015

	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Année	2012		2013		2014		2015	
Pme privés	15000	99,78	17164	9,76	18929	99,79	21026	99,80
Pme publiques	31	0,22	41	0,21	41	0,21	41	0,20
Total	15031		17205		18970		21067	

Source .Tableau construit à partir des données statistiques de direction d'industries des pme service des statistiques

A partir du tableau précédant on constate que le nombre des PME nettement augmenté durant la période 2012-2015 par la promulgation de la loi d'orientation sur la PME et les programmes du plan quinquennal qui. Cela peut être expliqué ont encouragé l'investissement de la création de nouvelles entreprises. Par contre, nous pouvons constater la diminution du nombre des PME publiques qui peut être expliquée par le processus de privatisation de plusieurs PME publique durant la période d'étude.

3-2-2/Nombre total des PME

Le nombre total de PME en Algérie se présente selon le tableau suivant :

Tableau N°06 : population des PME en Algérie, année 2015

Nature des PME	Nombre des PME	Emplois	Part(%)
PME privés	21026	56849	99 ,80
PME publique	41	2464	0,20
Total	21067	59313	100

Source : Tableau N° 06 à partir des données des directions d'industrie des PME et des statistiques (2015)

A la fin 2015, la population globale des PME, dans ses principales composantes (tableau ci- dessous), les PME privés constituent 99 ,80% et le reste est constitue au entreprise étatique.

3-2-3/LA Répartition sectorielle et géographique des PME en Algérie

Tableau°08 : Répartition PME privées et l'emploi par secteur d'activité

N°	Secteurs d'activités	Nombre d'entreprise	%	EMPLOI	%
01	Agriculture pêche	407	2,15	2062	3, 88
02	Eaux et énergie	3	0,02	22	0,04
03	Hydrocarbures	0	0	0	0
04	Services et travaux publics	0	0	0	0

05	Mines et carrières	29	0,15	459	0,86
06	I.S.M.M.E	404	2,13	1780	3,35
07	Matériaux de construction	293	1,55	1603	3,02
08	Bâtiments et travaux public	4511	23,83	15057	28,33
09	Chimie, caoutchoucs, plastique	129	0,68	705	1,33
10	Industries agroalimentaires	644	3,40	3066	5,77
11	Industries Textiles, bonneterie, confection	199	1,05	417	0,78
12	Industries des cuirs et chaussures	5	0,03	10	0,02
13	Industries du bois, liège, papier	874	4,62	1888	3,55
14	Industries diverse	33	0,17	48	0,09
15	Transport et communication	3576	18,89	5031	9,47
16	Commerce	3686	19,47	6806	12,81
17	Hotellerie et restaurations	828	4,37	2549	4,80
18	Services fournis aux entreprises	1628	8,60	7216	13,58
19	Service fournis aux ménages	1487	7,86	9210	5,47
20	Establishments financiers	45	0,24	382	0,72
21	Affaires immobilière	96	0,51	522	0,98
	Service pour collectivités	52	0,27	618	1,16

TOTAL	18929	100	53151	100
--------------	--------------	------------	--------------	------------

Source : les données statistique de la direction d'industrie des statistiques des PME

- Les données de la direction d'industries des PME révèlent que sur les 18929 PME privées et de 53151 d'emplois recensées en 2015, 2,15% seulement exerce dans le secteur primaire (agriculture et pêche) .Cela tient sans doute au fait, pour des raisons culturelles et Individualistes, que la construction de société au sens formel du terme n'est pas encore enracinée dans les mœurs rurales.

En suite les PME sont très fortement concertées dans les secteurs d'activités hydrocarbures pour 0,17, pour commerce pour 17,43 et transport et communication pour 8,87 du total des pme.

La disposition remarquée ces dernières années dans l'évolution du taux de chômage en Algérie continue à s'inscrire globalement a la baisse, en raison de la contribution du secteur PME à créer de l'emploi plus particulièrement par le secteur privé.

3-2-4/Répartition territoriale des PME

La répartition territoriale des entreprises montre que près de la moitié des entreprises sont concentrées dans les 13 Commune suivante, période (2014-2015)

Tableau N°09 : implantation territoriale des PME

N°	Commune	2014	2015	Part en %	Evolution
01	BEJAIA	6246	6869	32,67	09,78
02	AKBOU	1736	1950	9,27	12,32
03	TAZMALT	750	851	4,05	13,46
04	EL-kseur	732	816	3,88	11,48
05	TIMEZRIT	565	625	2,97	10,61
06	KHERRATA	548	610	2,90	11,31
07	AMIZOUR	515	586	2,79	13,79
08	SIDI AICH	523	580	2,76	10,90

09	SOUK EL TENINE	429	459	2,18	7
10	AOKAS	408	455	2,16	11 ,52
11	OUED GHIR	400	448	2,13	12
12	SEDDOUK	389	444	2,11	14,14
13	IFRI OUZLEGUEN	356	399	1,90	12,08
TOTAL		10868	12384	71,78	13,94
TOTAL		18929	21026	100	11 ,08

Source : Tableau N°6 à partir des données des directions d'industrie des PME et des statistique (2014-2015)

En terme d'évolution, les communes de Seddouk(+14 ,14), Amizour (+13 ,79), Tazmalt(13,46), Akbou(12,32), Ifri ouzelaguen(12,08),enregistrent les taux de croissance les plus élevés, dépassant en cela sensiblement le taux de croissance globale à l'échelle.

CONCLUSION :

Dans ce chapitre nous avons concentré a étudié le concept des PME en Algérie et sa caractéristique ainsi la répartition de cette catégorie et en suite sa rôle dans l'économie algérienne, à la fin ses évolutions.

Au fil de l'étude nous nous sommes arrivé à conclure que l'importance de l'enjeu économique et social des PME reste élément le plus couteaux pour le développement économique d'un pays.

Le développement du secteur des PME dépend dans une large mesure du milieu des affaires, c'est dans cette optique, qu'apparait le rôle primordiale que les PME sont appelées à accomplir dans la conduite d'un développement économique national et durable.

L'Algérie représente une opportunité très attractive pour les investisseurs et les créateurs d'entreprise, les efforts doivent être réunis et enrichis en matière de promotion, de suivi et d'accompagnement du secteur des PME.

CHAPITRE –II–

***Les sources, besoins,
Contraintes et perspectives***

Introduction :

Le financement des PME est devenu un enjeu majeur à la croissance et le développement des entreprises, c'est également la principale préoccupation de nos entreprises de croissance, pour exercer son activité elle doit d'abord engager des dépenses avant de prévoir des recettes ; réalisation des investissements matériels, achat des matériels et fournitures, prévoir la rémunération de la main d'œuvre. A l'issue de la production et la commercialisation les recettes seront encaissées après la réalisation des ventes, donc il y a un décalage entre l'encaissement et le paiement, ce décalage va créer des besoins de financement que l'entreprise devra couvrir en se procurant des fonds selon différentes modalités.

Pour satisfaire les besoins de financement que l'entreprise s'exprime à chaque étape de sa vie, il existe une panoplie de ressources financières, que le dirigeant de l'entreprise doit choisir en fonction du besoin exprimé ainsi que de l'impact de chaque type de financement sur la rentabilité de la firme et d'autres incidents tels que la structure de l'endettement de l'entreprise et la répartition des coûts entre charges fixes et variables.

Après la représentation de l'environnement politique et économique dans lequel évoluent les PME Algériennes et l'importance des moyens de financement des PME, nous analyserons les multiples contraintes et perspectives.

De ce fait on va essayer de mettre l'accent sur les points, pour ce faire il convient de répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les sources et les besoins de financement des PME en Algérie.
- Quelles sont les contraintes des PME.
- Quelles sont les perspectives des PME.

Section01 : les besoins et les sources et de financement des pme en Algérie :

I-1- Les besoins de financement des PME : la plupart des pme ont des comportements financiers qui ajustent à assurer les bases de leur indépendance, qu'elle relative.

Nous apprendrons, dans cette section, les besoins de financement des PME, en retenant la différence entre les besoins de financement des investissements et les besoins de financement de l'exploitation.

1-1-1 Les besoins de financement lié à l'investissement : A sa création doit se procurer un ensemble de biens simulés à continuer dans l'établissement pour plusieurs années, tout au long de son existence, l'entreprise devant réaliser des investissements de nature variée correspondant à des objectifs multiples en vue d'assurer sa survie (par le renouvellement et l'ajustement de ses matériels) et son développement (par la croissance de ses installations)

« On appelle investissement, l'engagement d'un capital dans une opération de laquelle on attend des gains futurs, étalés dans le temps »⁶ est pareillement « le nerf » et « le muscle » en matière de développement et de croissance de l'entreprise quelque types d'action donnant lieu à des investissements⁷

- Réformer la productivité de pousser à l'innovation.

Ce qu'on appelle les investissements d'expansion ou de capacité de production ou de vente des produits existants et les nouveaux (l'installation d'une capacité nouvelle ou additionnelle)

- Retenir les capacités de production existants en dérivant à des remplacements, ces investissements sont très fréquents.
- Organiser la production ; ce sont les investissements de rationalisation ou de productivité qui visent la compression des coûts de fabrication.
- Améliorer le capital humain, il s'agit des investissements humains et sociaux tels que les dépenses de formation dépenses pour l'amélioration des conditions de travail.

Alors dans la conception générale, l'investissement c'est un sacrifice de ressources financières aujourd'hui dans l'espoir d'obtenir dans le futur des recettes supérieures aux dépenses provoquées par la réalisation de cet investissement, autrement dit-elle considérée comme la variation des ressources financières en biens physiques ou matériels.

⁶ P. VERRINIMMEN « finance d'entreprise », 7^{ème} édition, paris, Dalloz, 2009, p 354.

⁷ Ginglinger E, gestion financier de l'entreprise, édition Dalloz, 1991, p45.

1-1-2- Les besoins de financement lié à l'exploitation : Le besoin d'exploitation est le solde net des actifs des créances et des dettes qui sont générés par cycle de production et de vente de l'entreprise⁸.

Tout entreprises quel que soit son efficacité ou quel que soit sa structure financière, peut se trouver appréciée à un problème de trésorerie de façon conjoncturelle, ce problème peut survenir car, à court terme, l'entreprise doit de manière permanente explorer à assurer le financement de son actif circulant (stock, crédits accordés aux clients, créances diverses).

Alors, l'entreprise recourt à des crédits appelés « crédits de fonctionnement » permettant la compensation financière rapidement.

Ces crédits de fonctionnement financier de manière générale les actifs circulaires du bilan. Lorsque ces derniers ne sont pas absolument financés par des délais de paiement que l'entreprise obtient de ses fournisseurs et de ses créances diverses et lorsque cette insuffisance n'est pas protégée par le fond roulement (FR). Ainsi, on peut résumer les besoins de financement liés à l'exploitation comme suit

- ✓ **les stocks :** pour protéger son fonctionnement normal, toute entreprise doit avoir un stock pour faire face soit à la demande de la clientèle (stock de produits finis), soit pour des fins de production (matières premières). Mais la disposition des stocks contient un coût pour l'entreprise ce qui rend ainsi nécessaire une gestion efficace et rationnelle de ces stocks afin de limiter les coûts et donc minimiser les besoins de financement.
- ✓ **les besoins de trésorerie :** l'entreprise doit faire face à des dépenses importantes tels que : les salaires, consommation des matériels, impôts et taxes, frais divers de gestion

La rémunération de ces charges peut troubler le fonctionnement normal de l'activité de l'entreprise la création des besoins de trésorerie qui dépendent des délais de paiement de décaissement des charges et d'encaissement des recettes

En fin, sans ressources financières l'entreprise ne produit pas, ne vend pas et donc ne peut survivre que si elle a réussi à mobiliser les ressources nécessaires au maintien de son cycle d'exploitation et au financement de ses investissements.

– les besoins en fond de roulement

Le besoin financier né de cycle d'exploitation s'appelle le BFR (besoin en fond de roulement).

⁸ E.MANCHON, Analyse bancaire de l'entreprise 5^{ème} édition, Ed. Economica, Paris, 2001, p.338.

C'est le solde des emplois et des ressources d'exploitation appelé « besoin » car les emplois sont supérieurs aux ressources, c'est le solde est positif et doit être alors financé, c'est le solde négatif les ressources dégagée par l'exploitation ; donc le « BFR négatif ».

BFR	=Actif d'exploitation	- Passif d'exploitation
------------	------------------------------	--------------------------------

1-2- Les sources de financement de pme : les sources de financement prouvent être classé en deux catégories :

1-2- 1 Les sources internes de financement Il s'agit essentiellement :

- **Du capital social** : qui est la principale ressource financière de l'entreprise.

Le capital social est formé par l'ensemble des apports de biens en nature (physique) et en numéraire du promoteur ou des associés et n'est exigible par aucun créancier ;

- **L'autofinancement** : qui est une ressource propre de financement générée par l'exploitation de l'entreprise qui reste effectivement à sa disposition et qui lui permet de financer sa croissance.

Deux sources essentielles de financement internes sont donc à distinguer : Le capital social et l'autofinancement dégagé. Ces sources s'avèrent généralement insuffisantes, obligeant à cet effet les promoteurs à recourir aux sources de financement externes pour compléter leurs capitaux.

Les Avantages et les Inconvénients :

➤ **Les Avantages :**

L'autofinancement met à la disposition de l'entreprise une masse de capital supérieure à ses besoins normaux, ceci a pour effet de favoriser des investissements dont le rendement est suffisant et la rentabilité de l'entreprise se trouvera augmentée

- Il est considéré comme une source de financement facile à la portée de l'entreprise ;
- Moyen de financement accessible et très flexible ;
- Il préserve l'indépendance financière et la gestion de l'entreprise ;
- Il favorise la croissance à long terme ;
- Il accroît la rentabilité des actionnaires.

➤ **LES Inconvénients :**

Le recours au système de l'autofinancement de la PME ,limite sa croissance et sa capacité bénéficiaire diminuée de l'impôt qui affecte les résultats réalisé, la fiscalité réduit le

potentiel de l'autofinancement de la PME et ainsi un gaspillage des ressources pour l'investisseur et pour la collectivité dont l'investisseur fait partie, en effet :

Le gaspillage d'argent est l'un des facteurs fondamentaux de l'inflation qui peut empêcher la crise, et une véritable catastrophe pour le système productif et l'économie nationale ;

Peut-être inflationniste dans le cas d'un mauvais choix du projet d'investissement, l'investisseur sera incapable de développer sa productivité pour dégager surplus, ce qui traduit par une augmentation des prix

I-2-2 : Les sources externes de financement :

Les sources externes sont constituées des différents crédits accordés aux PME par les autres agents économiques, notamment les établissements financiers. Les capitaux d'emprunts proviennent de sources différentes selon leurs destinations, leurs durées et permettent de financer l'investissement, le besoin en fonds de roulement et les autres besoins financiers de l'entreprise.⁹

- **Capitaux d'emprunt pour le financement des investissements :**

- Le crédit ordinaire ou emprunt indivis : le crédit peut être défini comme l'opération qui consiste à mettre à la disposition d'un agent a besoin de liquidités, de la monnaie pendant une certaine période et contre remboursement à des périodes ultérieures, du capital majoré d'intérêts.
- Le crédit-bail ou leasing : c'est une opération indirecte de financement qui consiste en une location de matériel et qui permet aux PME de disposer d'un actif industriel contre le paiement de loyer. Le contrat de crédit-bail est caractérisé par la mise à la disposition d'un matériel au choix, la détermination d'une durée de location, le paiement de loyer et la possibilité de rachat du bien à l'issu du contrat. Le crédit-bail est aussi perçu comme un contrat de location-vente.

- **Capitaux pour le financement du besoin en fonds de roulement**

A ce titre, il s'agit essentiellement des crédits bancaires de court terme entraînant un décaissement de fonds et dénommé à cet effet « crédit par caisse ou de trésorerie ». Plusieurs catégories sont à distinguer :

- les facilités de caisse :Ce sont des crédits consentis pour remédier à un décalage de courte durée entre les recettes et les dépenses des entreprises ;
- le découvert bancaire : C'est un crédit de trésorerie mis a la disposition d'une entreprise dont les besoins en fonds de roulement(BFR) dépassent les possibilités du fonds de roulement ;

⁹ Berka Safia « Les relations Banques/ Entreprise publiques : portée et limites, 2012

- le crédit de campagne ou crédit saisonnier : C'est le type de crédit accordé surtout aux entreprises ayant des activités saisonnières, c'est à dire un type de production qui se réalise à un moment donné de l'année (cas des PME exerçant dans l'agrobusiness) ;

- **le crédit relais**

Il s'agit d'un crédit mis en place dans l'attente d'une importante entrée financière qui peut résulter soit d'une cession d'immobilisation, d'une augmentation de capital, ou d'émission d'emprunts ;

- **L'escompte d'effets de commerce**

L'escompte commercial est une opération de crédit par laquelle la banque met à la disposition du client le montant d'un effet de commerce (document matérialisant une créance) sans attendre l'échéance. Il s'agit donc pour la banque d'acheter l'effet et d'anticiper l'encaissement de sa créance au profit de son client contre déduction d'agios (frais bancaires).

- **Les crédits ou engagements par signature**

Les crédits par signature encore appelés engagements par signature sont des concours accordés par la banque sous forme d'engagement en faveur de l'entreprise pour exécuter une obligation en cas de défaillance de celle-ci. Leur particularité est qu'ils n'entraînent pas de décaissements de fonds sauf en cas de défaillance de l'entreprise. La banque peut engager sa signature de trois(3) manières différentes, soit en se portant caution, soit en avalisant des effets de commerce ou soit dans le cadre d'un crédit documentaire.

A- Les cautions

Les cautions sont une gamme très variée de crédits que la banque accorde non sans prêter de l'argent, mais en prêtant sa propre signature pour le compte de l'entreprise et en faveur des tiers. En vertu de l'acte de cautionnement signé, la banque qui s'est porté garante devra honorer sa signature en cas de défaillance du principal (entreprise). Deux formes de cautions sont à distinguer : les cautions fiscales et les cautions de marchés.

A-1 : Les cautions fiscales ou cautions en douane

Les cautions fiscales s'appliquent dans le cadre du fisc comme la douane. Elles sont délivrées par la banque en faveur de la douane pour garantir les transactions douanières des entreprises. Les principales sont :

- la caution pour entrepôt fictif

C'est un régime par lequel l'administration douanière accorde aux commerçants importateurs, l'autorisation de placer des marchandises dans des magasins ou entrepôts agréés et dont le retrait de ceux-ci est conditionné par la présentation de ladite caution

- l'admission temporaire

Par ce procédé, la douane autorise l'entrée et la circulation de certaines marchandises ou équipements sous douane destinés à l'exportation pendant une durée bien déterminée garantie par une caution bancaire dite « d'admission temporaire ».

A.2 : Les cautions sur marchés

Ce sont des cautions délivrées par la banque dans le cadre du lancement et de l'exécution des marchés publics ou privés. Ce sont essentiellement :

- la caution provisoire ou garantie de soumission : qui est délivrée aux entreprises pour leur permettre de participer à des appels d'offre nationaux et internationaux ;
- caution définitive ou caution de bonne fin : qui, comme son nom l'indique, est destinée à garantir la bonne fin des travaux ;
- la caution d'avance de démarrage : qui est destinée à garantir l'acompte (avance de fonds) faite par l'administration à l'adjudicataire lorsque les clauses du contrat le prévoient ;
- et la caution de retenue de garantie intervient pour sa part à la fin de la réalisation des travaux et est destinée à garantir les travaux de toutes formes d'irrégularités ou d'imperfections pouvant survenir après la fin des travaux.

B- L'aval de traite ou d'effet de commerce

L'aval ou l'acceptation consiste pour une banque à se porter garantie pour le compte de son client contre présentation d'un effet de commerce (reconnaissance de créance).

C- Le crédit documentaire (Credoc)

Le Credoc est un arrangement en vertu duquel une banque, agissant à la demande d'une entreprise s'engage à effectuer un paiement ou à payer un effet de commerce tiré (au bénéfice) sur un tiers (fournisseur extérieur). Il intervient donc dans le cadre des opérations d'import-export en vue d'en faciliter le paiement. L'entreprise dispose donc de plusieurs sources de financement sur lesquelles sera fondé son choix, Un choix qui est effectué parmi plusieurs structures financières habilitées à cet effet.

I-2-3 : Les structures de financement des PME

Selon leurs spécificités, il existe plusieurs structures de financement.

A : Les établissements financiers bancaire :

Les institutions financières bancaires sont donc des institutions qui ont pour fonction la collecte, la transformation, et la répartition des disponibilités financières. Leur capacité de création monétaire (scripturale) leur permet de mettre en rapport à travers l'octroi de crédit des agents à besoins de financement qui cherchent des fonds et les agents en excédent de financement qui sont disposés à en placer.

B : Les établissements financière non bancaires :

Ce sont les structures privées ou publiques qui financent les activités des entreprises mais qui n'ont pas le statut de banque. Ce sont entre autres, le Réseau des Caisses Populaires, et les fonds d'appuis publics mis en place par l'Etat.

Toutes ces structures, pour autant qu'elles soient, accompagnent les PME dans le financement de leurs activités. Chacune d'elles définit sa politique et ses conditions. La rationalité des entreprises les oblige cependant à effectuer des choix de financement « calculés » et dans la mesure du possible aux moindres coûts parmi les structures qui se présentent par elles. En effet, le présent et l'avenir de l'entreprise dépendent pour une part essentielle d'une véritable politique de financement ; encore faut-il choisir le mode de financement le plus approprié.

Le choix du mode de financement est une décision qui déterminera l'équilibre du bilan et la rentabilité financière des PME. Un choix qui s'inscrit très souvent dans les pays en développement comme le Burkina Faso, dans un contexte économique plus ou moins difficile. Le promoteur doit en tenir compte car les ressources de financement auront des coûts variables qui affecteront d'une manière plus ou moins significative son résultat.

Ces coûts et contraintes de financement qui traduisent la relation pas toujours satisfaisante entre les entreprises et les banques ont fait l'objet d'études dans la littérature théorique permettant ainsi de comprendre les fondements théoriques du financement des Petites et Moyennes Entreprises

Section 02 : Les contraintes de développement des PME en Algérie :

Les PME algériennes sont soumises à des contraintes multiformes d'intensité variable. Une étude de la banque mondiale (2003) fait apparaître les obstacles rencontrés par les dirigeants des PME, selon la hiérarchie décroissante suivante, qui correspond au degré de sévérité de chaque entrave :

- 1) La compétition de l'informel.
- 2) L'accès aux crédits.
- 3) Coût du crédit.
- 4) Les taux d'impôts.
- 5) Les incertitudes sur la politique économique.
- 6) Les délais bancaires.
- 7) La corruption.
- 8) L'administration fiscale.
- 9) L'accès au foncier.
- 10) L'accès aux devises.
- 11) Les douanes / réglementations.
- 12) L'enregistrement de l'entreprise.
- 13) La pénurie de main d'œuvre qualifiée.
- 14) Les services portuaires.
- 15) L'accès au téléphone.
- 16) La législation du travail.
- 17) L'accès à l'énergie.

Contraintes d'informations CES obstacles qui ralentissent le développement des PME ne sont pas forcément appréhendés dans le même ordre par tous les dirigeants-propriétaires, et se différencient selon la nature des activités. Pour mieux comprendre leurs périphéries et bien comprendre le poids et la austérité de chaque contrainte, nous présentons d'observer dans ce qui suit celles qui nous semblent être des plus importantes, à savoir : les contraintes découlant

de l'informel, financières, relatives au marché du travail, liées au foncier industriel, d'ordre administratif et judiciaire et les.¹⁰

2-1-Les contraintes découlant de l'informel : le secteur informel reste une caractéristique forte de l'environnement de la pme, même si l'estimation de sa taille n'est pas connue, est un secteur non structuré,

Ces catégories sont : les formels, les formels non enregistrés, les formels-informels et les informels purs.

Malgré l'absence d'estimation fiable sur la dimension et le poids de l'économie tue en Algérie, l'enquête nationale auprès des ménages de l'Office Nationale des Statistiques de 2007 avance que 2/3 des micro-entrepreneurs se déclinent en « informels » dans l'ensemble de l'activité économique. Un chiffre qui confirme l'absence d'une limite qui distingue le formel de l'informel où l'activité spéculative dépasse fortement tout activité productrice, De nos jours, l'environnement socioéconomique de la PME algérienne reste prédominé par le secteur informel. Ses manifestations sont diverses et concernent plusieurs domaines, à savoir :

- La sous déclaration des ressources humaines, financières et même techniques et technologiques
- La fraude fiscale ;
- La concurrence déloyale des importateurs qui réussissent à contourner les barrières tarifaires ;
- La pratique de non facturation ;

2- 2- Les contraintes financières :

Dans l'économie les PME puissantes évaluent que l'accès au financement, notamment à moyen et à long terme, est l'un des principaux obstacles qui les bloquent de développer et d'investir. L'accès aux sources de financement est particulièrement difficile pour les PME qui ne disposent pas de garanties suffisantes, crédit. L'entreprise algérienne ne fuis pas à cette conformité. Le rapport des actions des bases nationales de la PME du ministère de PME et de l'artisanat (Janvier 2004) a résumé les difficultés financières rencontrées par les PME algériennes comme suite :¹¹

- L'absence de la notion de la prise de risque partagée chez les institutions de financement ;
- Le coût du crédit est élevé, les garanties exigées par les banquiers sont excessives et les délais de traitement des demandes de crédit et des opérations sont trop longs ;
- L'inefficacité de la réglementation des changes, elle est inadaptée aux échanges de services ;

¹⁰Koricha Y. Gaboussa A. Silekhal A. « PME en Algérie, état, des lieux, contraintes et perspectives », paris. 2011.

¹¹ Christine Carl, « le financement des PME », documentation française, pris, 2009.

- Un système de fiscalité ordinaire lourd, qui n'a pas une vision stratégique de développement, ni une parafiscalité qui encourage l'emploi
- L'appui des banques est inadapté aux besoins de financement des PME, les instructions d'octroi de crédit sont lourdes et non adaptées aux nouvelles données économiques (les banques n'ayant pas encore achevé leurs transformations aux nouvelles exigences du marché libre) ;

Une réalité qui contraint les dirigeants des PME à recourir souvent par nécessité, aux ressources de financement familiales (l'autofinancement) et à celles des réseaux de financement informel, pour survivre, en attendant l'assainissement du réseau formel et la modération des conditionnalités jugées jusqu'au là insurmontables, par les investisseurs privés.

2-3- Les contraintes relatives au marché de travail :

En Algérie, le marché de travail est encore instable et sujet à tous les dépassements possibles. Les contraintes qu'il subit sont multiples. On peut citer les plus importantes :

- Le manque accru des experts en management, des gestionnaires, des techniciens qualifiés... ;
- L'existence de fortes contraintes dans la gestion des ressources humaines (la gestion des contrats, des procédures et des coûts de licenciement...) ;
- L'inexistence d'Instituts de formations spécialisées et la faiblesse de la qualité des programmes assurés ;
- L'inadaptation des formations dispensées par les universités avec les besoins réels des entreprises et en matière des techniques modernes de management, gestion et de marketing.
- Difficultés de la pratique des langues étrangères chez la plupart des nouveaux diplômés.

2-4-les contraintes liées au marché du foncier industriel :

Les contraintes liées au foncier industriel sont des causes principales du recul de nombreux projets et des intentions d'investissements (étrangers surtout), sont les suivants :

- Le manque de transparence dans le traitement des dossiers présente un obstacle sérieux pour la promotion de l'investissement ;
- Les différences de prix entre le foncier public et le foncier privé encouragent la rétention spéculative ;
- inutilisation de la majorité des terrains viabilisés, car ils appartiennent soit à des sociétés publiques en faillite, soit à des propriétaires privés qui les conservent à des buts de spéculation

2-5-les contraintes administratives : c'est sont des contraintes liées à l'administration. L'administration publique algérienne est devenue un obstacle majeur à l'émergence d'une

économie de marché, basée sur la libre concurrence et la promotion de l'investissement privé. Une situation qui découle du manque de transparence dans le traitement des dossiers, de la lourdeur des procédures administratives, du non engagement des institutions concernées, du manque de coordination et de connexion entre les divers organismes impliqués, de l'absence de structures d'accueil et d'encadrement, des procédures administratives bureaucratiques ;¹²

2-6- Les contraintes d'informations (Asymétrie d'information) :

Le manque d'information constitue, aux vues des experts un des principaux obstacles que doivent braver les gouvernants des PME désireux de se porter à la conquête d'un marché extérieur. Or la réalité de l'économie algérienne est caractérisée par un manque flagrant en matière de disponibilité de l'information (MADOUI. M et BOUKRIF. M, 2009). Un déficit d'information fiable et actualisée, à caractère économique, financier et commercial, est à souligner :

- Manque d'informations sur la concurrence et les pratiques des opérateurs économiques.
- Absence de banques de données statistiques et d'un système d'informations national
- Manque de données et des études de marché (national, régional et local) ;
- Difficultés d'accès aux sources d'informations spécialisées et à Internet qui est jusque-là peu utilisé dans le monde des affaires (80 % des PME algériennes n'ont pas accès à Internet) ;
- Indisponibilité de données et d'orientations sur les opportunités d'investissements.

Section 03: Les Perspectives de développement des PME algériennes :

Le mouvement des PME ne se valent pas avec tous les programmes et les efforts, mais la composition de leurs bilans nous enseigne qu'ils sont raisonnables, même si leurs résultats réels ne sont pas certainement satisfaisants, faute des dilapidations de l'énergie et de l'argent, par suite des efforts restent à faire. Pour qu'un dispositif soit efficace. Des règles doivent rejeter du bénéfice ceux qui ne sont pas dans le besoin, pour ne pas éviter les ressources dont les employés de projets et les PME ont ardemment besoins. La multiplicité des acteurs institutionnels et l'absence d'une organisation entre les différents organismes n'arrangent pas l'envol de la PME algérienne. Elle a besoin de bénéficier d'une politique globale de développement dont les programmes de soutien doivent être bien articulés, dans une clairvoyance de moyen et long terme.

¹² Chabha bouzar. « Les contraintes de développements du marché financier », Algérie, 2013

Pour affermir l'enceinte des PME, il faut créer des centres locaux de assistance des procédures de création et de démarrage des entreprises, par conséquence augmenter le nombre d'unités économiques et industrielles et aspirer à aboutir 1 million et demi de PME. Un chiffre avancé par les experts comme nécessaire au démarrage de l'économie nationale. L'Algérie éprouve beaucoup de TPE (96,15% des PME).

Face à l'étendu des enjeux des PME dans le développement économique du pays, il n'est pas nécessaire de lever toutes les contraintes et les handicaps structureaux qui pèsent sur leur éclosion. Un défi que les autorités ont essayé de relever (depuis des années) sans vraiment accéder les objectifs escomptés. Des mesures et des actions demeurent et doivent être entreprises, puisqu'il existe un potentiel énorme de nouveaux porteurs de projets. Nous proposons les plus importantes :

- La mise en place d'un système national efficace de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations économiques et financières et l'encouragement de l'utilisation des techniques de communication nouvelles comme Internet.
- Renforcer la capacité de financement des entreprises par la création d'une banque spécialisée dans le financement des PME, comme OSEO en France ou BFPME en Tunisie. Qui aura pour vocation d'accompagner le développement de ces entreprises dans toutes les étapes de leur croissance et leur faciliter l'accès aux financements ;
- Renouveler le système bancaire en le contenant davantage dans le financement des petits entrepreneurs, en développant des instruments adaptés aux besoins spécifiques des PME et en décentralisant la décision d'octroi de crédit ;
- Réformer l'administration publique et ses institutions, en adaptant leurs fonctionnements aux exigences de l'économie de marché et en réduisant les degrés de la bureaucratie et de la corruption ;
- Former les dirigeants des PME, en organisant des séminaires sur l'organisation du travail, la gestion, l'utilisation de l'outil informatique..., avec la création d'un réseau de centres de formation des dirigeants des PME, comme celui existant en Tunisie depuis 1980.
- Impliquer davantage les collectivités locales (APC et Daïras) dans le processus de la promotion des PME. Leur permettre d'apporter des orientations et des aides techniques, par leur proximité des entrepreneurs grâce à des budgets spécifiques.
- Développer le financement par le capital-risque, qui reste très peu répandu, mais aussi le microcrédit, un instrument susceptible d'allumer le moteur économique des individus qui

n'ont pas les moyens financiers et éveillera la créativité qui existe en chaque personne (YUNUS. M, 2008).

- Permettre l'accès au foncier aux meilleurs coûts et faciliter l'installation des porteurs de projets de création d'entreprise.
- Encourager l'apprentissage des langues étrangères chez les chefs d'entreprises et les nouveaux diplômés, quand on sait que près de 80% du contenu d'Internet est rédigé en anglais.
- Encourager la diversification du tissu des PME-PMI par la promotion de la sous-traitance et le soutien des activités artisanales, à travers des mesures incitatives fiscales et financières.
- La mise en place de nouveaux dispositifs d'aide et de promotion des PME- High Tech, orientées vers l'innovation et les technologies de l'information.¹³
- Renforcer le rôle des pouvoirs publics pour améliorer la compétitivité des entreprises, dans la finalité d'accroître la taille des PME et stimuler leurs innovations.
- Créer des organismes d'appui et d'accompagnement pour le développement international des PME algériennes.
- La vulgarisation des aides financières et des garanties existantes pour maximiser l'utilisation des PME pour les lignes de crédits ouvertes.
- Mettre en place des mécanismes et des instruments de contrôle pour réduire l'impact des pratiques hasardeuses, qui peuvent nuire aux différentes mesures et programmes d'appui destinés aux PME.

Conclusion :

La politique financière de l'entreprise n'est pas indépendante des univers industriels et financière ou elle gravite en outre, une description réaliste du fonctionnement des rouages, financières de l'entreprise ne peut être effectuée en dehors d'une étude des relations existant

Entre la structure de financement, l'environnement interne de la firme

Pour mieux comprendre la problématique de financement des PME, on a étudié les besoins de financement des PME et on a déterminés chaque élément avant de passer à l'analyse de ces sources de financement.

¹³ Koricha Y.Gaboussa A. Silekhal A. « Les PME en Algérie, état des lieux, contraintes et perspectives » paris 2011.

L'économie algérienne est confrontée à plusieurs perspectives dont l'objectif est d'assurer une trajectoire d'un fort taux de croissance dans un contexte de mondialisation en assurant des financements alternatifs, il s'agit d'amener les significatifs de leur activité par l'amélioration de la compétitivité et la conquête des marchés intérieurs et extérieur.

CHAPITRE –III–

***Le processus du financement
des PME au sein de la SGA
Bejaia 503***

Introduction :

Dans les chapitres précédents, nous avons exposé les sources, les besoins et les contraintes, perspectives en évoquant pour chacune d'elles le contexte d'utilisation.

Dans le chapitre 03 on va mettre en pratique les développements théoriques précédents, ce chapitre il composé de trois section, dans la premier section consiste à présenter le lieu de stage nos tâches effectuées et la présentation du contexte, dans la deuxième section on va analyser la contribution de la société générale au financement des PME ? Le nombre des PME financée par la société, leur type d'activité et la nature de crédit accordé, la troisième section elle contient deux parties, la première partie on va traiter l'aspect théorique d'octroi du crédit et les différentes méthodes d'évaluation du risque des crédits, la deuxième partie on va essayer de démontrer de façon plus claire comment le conseiller gère un dossier de crédit d'investissement afin de savoir si la SGA accepte de financer la PME Algérienne.

Section01 : Présentation de l'agence d'accueil Société Générale Algérie (SGA)**503, Bejaia****1-1/ Historique et évolution SGA**

La Société Générale a été créée en 1864 par appel public à l'épargne en vue de développer le financement des investissements industriels et des infrastructures. Installée à Londres dès 1871 la société générale a développé rapidement son dispositif international grâce à l'extension du réseau de la Sogenal à des pays du centre de l'Europe (Allemagne, Autriche, Suisse, Luxembourg) à son implantation en Afrique de Nord (1909-1911) et plus tard, aux Etats-Unis d'Amérique (1940).

Nationalisée en 1945 la société générale a joué un rôle actif dans la reconstruction. En effet, elle a diffusé de nouvelles techniques de financement (crédit à moyen terme mobilisable, engagements par signature, crédit-bail). Après avoir installé un bureau de liaison à Alger en 1987, la société générale a décidé d'accroître son engagement en Algérie par la création au premier semestre 2000 d'une banque de plein exercice détenue à 100% par le groupe Générale son capital a été porté en juin 2009 à 1.757.624.000 et à 10.000.000.000 DA en 2010.

En la Société Générale a absorbé la Sogenal et elle n'a pas cessé de croître jusqu'à devenir la troisième banque de financement et d'investissement de la zone euro. A l'international elle est présente dans 76 pays sur tous les continents.

1-2/ définition de la Société Générale : c'est l'un des tous premiers groupes de services financiers de la zone Euro et l'une des premières entreprises par capitalisations boursière.

Constitue au tout commercial majeur et un gage de solidarité financière :

- Réseaux de détail et de services financiers ;
- Gestion d'actifs et services aux investisseurs ;
- Banque de financement et d'investissement.

1-2/ Présentation de l'Agence Bejaia seghir(SGA)

L'agence Bejaia seghir a ouvert ses portes à la clientèle en septembre 2007, elle est située en plein de la ville de Bejaia à la cité seghir, quartier très commerçant et animé.

Elle est la 2ème agence (SGA) ouverte dans la ville de Bejaia après celle de SIDI AHMED, la vocation de cette agence est orientée PRIPRO.

Son effectif de 08 collaborateurs, dont 04 femme ET 04 homme, les prêts Conso-bien-être représentent 87,42% du total des engagements, cette tendance devrait s'inverser pour la promulgation de la loi de la finance complémentaire (LFC) 2009, qui a vu la suppression des crédits CONSO et véhicule Néanmoins cette situation ne devrait pas être un obstacle quand la réalisation de son objet.

A la cour de cette présentation nous n'allons pas négliger de souligner l'importance des moyens humains, en effet l'entreprise est constituée de 08 employés qui sont plutôt jeunes et dotés d'une expérience et savoir-faire, ils sont repartis comme suit :

- Le Responsable de l'agence.
- 02 Conseillers de la clientèle professionnelle « CLIPRO »

Le service CLIPRO : c'est un service qui a pour mission essentielles de servir la clientèle professionnelle qui est

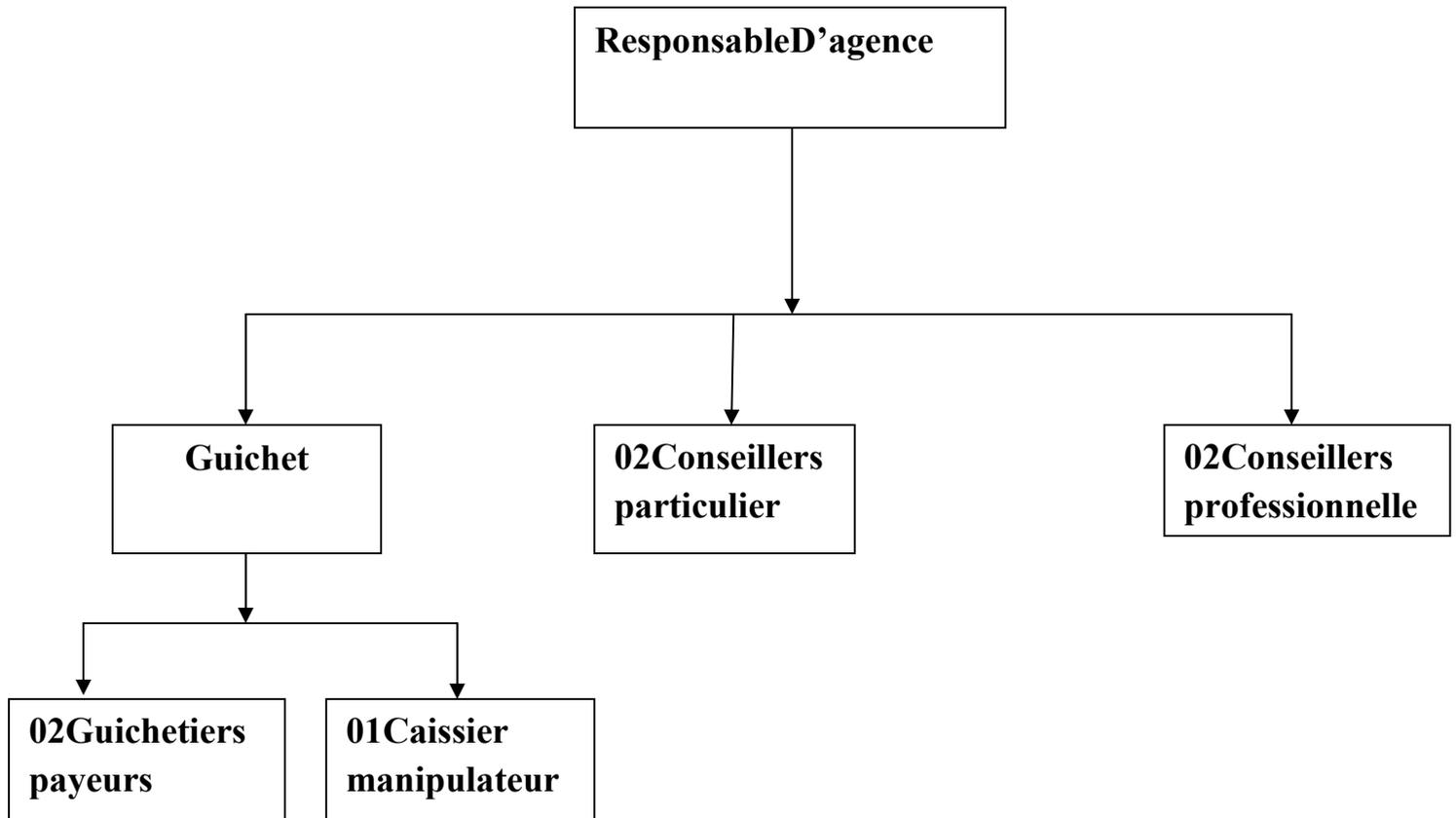
- Les artisans ;
- Les médecins ;
- Les petits entrepreneurs ;
- Ils exercent des professions libérales
- 02 Conseillers de la clientèle de particulier « CLIPRI »

Le service CLIPRI : c'est un compartiment de l'agence qui se charge des tâches suivantes

- Ouverture des différents comptes destinés aux particuliers ;
- Clôture des comptes des clients particuliers ;
- La commercialisation des différents produits offerts par la SGA ;
- L'accueil et l'information des clients particuliers ;
- Traitement des demandes des clients particuliers ;
- Traitement des demandes de crédit ;
- Mise en place des prêts.
 - 02 guichetiers
 - 01 caissier principal

1-3-L'organigramme de l'agence Bejaia seghir :

Figure 04 :l'organigramme de l'agence Bejaia seghia(503)



Document interne, société générale agence Bejaia seghir

1-4- La relation fonctionnelle et hiérarchique de l'agence

1-4-1 Fonctionnelle

Les services de crédit est lie fonctionnellement avec d'autre service de l'agence en une de compléter les informations concernant le client (Mouvement confie, la date d'entrée en relation).

1-4-2-Hiérarchique

On parle de relation hiérarchique du point de vue de l'établissement et prise de décision, quant aux dossiers de crédit déposé au service pour étude.



Chacune de ses structure dispose à son niveau d'un comité qui a pour mission de statuer sur tous les demandes des crédits à condition que celle –ci ne dépassent pas sa délégation. C'est -à- dire le montant que la structure est autorisée à consentir, sinon il se limitera à émettre un avis et le dossier sera adresser à l'unité supérieur pour le contrôle et décision.

1-5 - Organisation de service crédit et son rôle au sein de SGA

LA banque est une entreprise qui gère les dépôts et collecte l'épargne, l'appel essentiel de la banque prise dans son activité de pourvoyeur des fonds. D'où l'intérêt que revêt la fonction crédit et l'importance du rôle que joue le compartiment chargé d'assurer cette fonction.

Au niveau d'agence bancaire qui a la charge d'assurer la fonction crédit est bien assurément le service ou la section crédit.

1-5- 1 - Présentation et l'organisation du service crédit

Le service crédit occupe une place privilégiée car il constitue la cellule de la banque qui assure la principale fonction du banquier qui, absolument, la plus délicieuse compte tenu des risques encourus en matière de prise d'engagement et d'octroi de crédits .le service crédit se voit subdivisé en deux organes :

- service de la clientèle professionnelle « PRO »
- service de la clientèle de particulier « PRI »

1-5-2- Le rôle du service crédit dans une agence bancaire

L'organisation générale d'une agence bancaire société générale Algérie à recenser, en matière de missions du service crédit, les taches suivantes :

- entretenir et développer des relations commerciales avec la clientèle ;
- Ouverture de comptes commerciaux pour la clientèle ;
- Etudier les concours bancaires à octroyer à la clientèle dans la limite de la délégation de la direction régionale fixé ;
- Veiller à mettre en place les crédits autorisés, les garanties exigées et assurer le suivi des réalisations ;
- Le recouvrement des créances.

Section N°02: Contribution de la société au financement des pme :

L'étude d'une demande de crédit est soumise au montage d'un dossier qui représente une taché très importante du fait qu'il s'agit de la base de l'analyse donc de la prise de décision finale.

Cette étude donne l'importance pour procéder la construction du dossier jusque à la décision finale en passant par l'étude de tous les éléments et informations qui permettent l'évaluation de l'entreprise et des risques qui sollicitant le financement. En effet cette étude sursoie selon l'importance de manant du crédit demande.

Nous allons étudier la contribution de la contribution de la Société Générale de Bejaia Algérie, agence SEGIR 503, au financement des pme dans la wilaya durant les années 2013 ,2014 et 2015.

Dans cette section, on essayera de présenter, le nombre des PME financées durant cette période d'étude selon les différents critères, la nature des crédits accordés, les gâteries exigés et le volume.

2-1- Le nombre des PME financées :

Le nombre des PME financées par la SG de la wilaya Bejaia, est de 162 en 2013, et de 195 en 2014, 230 en 2015. Ce qui fait une totalité de 587 PME financées durant 3ans.

Tableau N°10 : le nombre de PME financées par SGA agence 00503 durant :

Période	2013	2014	2015
N° de PME financées	162	195	230

Source : Documents internes de la SGA.

D'après le tableau, on constate que le nombre des PME financées 2013 0 à 2015 est en évolution, ce qui nous permet à conclure que les PME sont considérées comme la gamme la plus visée par SGA.

2-2 -Répartition des PME financées :

Les PME financées peuvent être réparties selon plusieurs critères à savoir, la taille, la forme juridique et la branche d'activité.

➤ **Selon la taille (type) :**

La part de taille micro entreprise est à hauteur de 23,52% de l'ensemble des PME financées, celle de la petite entreprise est de 67,64%, quant à la moyenne entreprise sa part est de 8,82%, ce qui indique que les PME sont dominante par rapport aux autres

Tableau N°11 : Répartition des PME financées selon la taille

Type de PME	Nombre de PME			Part en %		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Micro entreprise	34	59	67	23,52	30,26	29,13
Petite entreprise	116	80	95	67,64	41,02	41,30
Moyenne entreprise	12	56	68	8,82	28,72	29,57

Source : documents internes de la SGA.

➤ **Selon la forme juridique :**

Les PME ont généralement les statuts juridiques suivants : SPA, SARL, SNC, EURL.

La répartition des PME financées selon ces statuts juridique est indiquée dans le tableau suivant :

Tableau N°12: Répartition des PME selon la forme juridique

	Nombre de PME			Part en%		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
SPA	00	00	00	/	/	/
SARL	32	50	60	19,75	25,64	26,09
SNC	19	24	28	11,72	12,30	12,17
EURL	15	18	20	9,25	9,23	8,70
Entreprise individuelles	96	103	112	59,26	52,82	48,70

Source : documents internes de la SGA.

Les statistiques montrent que la proportion des entreprises individuelles qui est de 59,26% ont plus recours aux crédits bancaire que les autres formes de PME, car l'agence de la

SGA ne finance pas les grandes entreprises dépassant le chiffre d'affaire 50 millions de DA, ce qui est le cas de SPA représenté sur tableau N°03

➤ **Selon le type d'activité :**

Les PME exercent leurs activités dans diverses branches telles qu'indiqué dans le tableau suivant :

Tableau N°13 : Répartition des pme selon leur type d'activité :

Type d'activité	Nombre de PME			Part en %		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
GRO-ALIMENTAIRE	29	42	63	17,26	20,49	23,68
BATIMENT	78	88	93	48,14	43,56	34,62
DIVERS GROSSISTES	18	23	42	11,11	11,39	15,79
PHARMACIE	12	16	20	7,40	7,92	7,52
TRANSPORT	25	33	48	15,43	16,33	18,45

Source : documents internes de la SGA.

D'après les données, on remarque que la plupart des PME exercent leurs activités dans le bâtiment, en raison des grands investissements publics consacrés au développement des infrastructures de transport et à la construction de logements.

2-3-Nature de crédit accordé et les garanties retenues lors d'octroi de crédit :

2 -3-1-Volume et nature des crédits accordés aux PME :

- **Montant des crédits accordés :**

Les crédits accordés se distribuent selon leurs natures en deux types :

D'investissement et crédits d'exploitation.

Tableau N°14 : Répartition des crédits d'exploitation accordés aux PME :

Crédite d'exploitation							
Crédite pars caisse				Crédit par signature			
Montant en KDZ				Montant en KDZ			
Forme de crédit	2013	2014	2015	Forme de crédit	2013	2014	2015
Découvert	40000	20000	17000	Caution	245000	425000	645000
Avance sur facture	25000	61000	93000	Aval	0000	22000	65000
Escomptecommerciale	0000	0000	0000	Crédit documentaire	0000	250000	680000
Total	65000	81000	110000	Total	245000	697000	1390000

Source : documents internes de LA SGA.

D'après le tableau N°05, on remarque que les crédits par signature accordé pour le financement du cycle d'exploitation des PME est plus important que celui des crédits par caisse

Dans les crédits par signature, la part dominante est sous forme de caution, et dans les crédits par caisse la majorité est sous forme d'avance sur facture car l'agence finance beaucoup plus les crédits les plus garantis.

Tableau N°15: Répartition des crédits d'investissements accordés aux PME :

Crédit d'investissement						
Nature de crédit	Montant en KDZ			Part en KDZ		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Crédit a moyen terme (CMT)	125000	150000	175000	65 ,58	63,03	43,75

Crédit a long terme (CLT)	0000	0000	0000	0000	0000	0000
Leasing	65000	88000	225000	34,21	36,7	51,12

Source : document internes de la SGA.

La SGA ne finance pas les crédits à long terme à cause de la rareté des ressources dont elle dispose à long terme.

Leasing il porter une part important sa progression de 2013 à 2015 pour aboutir une valeur de 225000 KDA en 2015 a cause de son taux d'intérêt bénéfique qui est de 11%à12 % par rapport au taux d'intérêt moyen des banques publics 5%.

Tableau N°16 : Répartition des crédits selon leurs natures :

Nature de crédite	Crédit d'investissement	Crédit d'exploitation
Montant en KDZ	805000	2792000
Part en %	22,38	77,62

Source : Documents internes de la SGA.

D'après les données de tableau on ne constate que le montant des crédits d'investissements moins élevés que le montant des crédits d'exploitation accordés aux PME durant les 3anneés.

EN peut expliquer par le fait que les banques, elles manquent des connaissances sur l'évolution des secteurs, préfèrent accorder des crédits à court terme sans risque et évitent d'évaluer la viabilité des projets d'investissement qui sont généralement risqués.

2-3-2 :Les garanties retenues lors d'octroi de crédits :

La Société Général pour réformer la garantie de ces engagements, et surtout pour se protéger du risque de non remboursement que le banquier recueille des garanties, mais il est important de énoncer que la décision ne repose aucunement par sur les garanties autrement dit ces garanties est un accessoire de projets et non pas préalable.

- **-Les garanties réelles :**

La garantie réelle est un engagement d'une entreprise mise à la disposition de sabanque sous forme d'un bien mobilier ou immobilier. On distingue deux formes de garanties réelles :

✓ Le nantissement :

Appelé aussi (les suretés mobilières réelles). Il est défini comme un contrat réel de garanties, par lequel le débiteur remet à un créancier pour sureté de sa dette, la possession effective d'un bien (mobilier).

S'agit essentiellement de : nantissement d'équipement, nantissement du marché, de marchandise de fonds de commerces, des véhicules,....etc.

✓ L'hypothèque ou « sureté réelle »immobilière :

Est une garantie couteuse comparativement au nantissement, elle et solliciter en couverture de crédite d'investissement. Elle peut être définie comme étant « un droit réel dont est grevé un bien immobilier au profil d'un créancier pour garantir le paiement de sa créance ».

• les garanties personnelles :

Appelé aussi (sureté personnelle). Ces garanties constituées par l'engagement d'une ou plusieurs personnes de rembourser le créancier en cas de défaillance du débiteur principal.

Ces garanties se réalisent sous les formes juridiques de cautionnement et de l'aval.

❖ Le cautionnement :

C'est le « contrat par lequel une personne appelée caution promet au créancier d'une obligation d'y satisfaire si le débiteur ne le remplit pas lui-même.

❖ L'aval :

C'est un engagement donné sur la lettre de change ou par acte séparé par une personne appelée « avaliste », avaliseur ou donneur d'aval en vue de garantie et l'exécution contractée par des débiteurs de la lettre.

Même si elle est loin des normes international et le financement des PME, la SGA a tracer un programme de financement des PME ambitieux et cela se traduit clairement par le nombre des PME financées qui ne cesse d'augmenter.

Section N°03: Etude de cas d'un dossier d'investissement et d'exploitation**3-1 -Présentation du projet :****3-1- 1- Demande de crédit**

L'entreprise souhaite obtenir un prêt bancaire de 10MDZD (DIX Millier de Dinard).

Avec ce financement, les promoteurs envisagent l'acquisition :

- Un Clark
- Semi-remorque (20tonnes)

A noter que l'entreprise a bénéficié à CMT de 4.875 K DZD, destiné à acquérir du matériel roulant (un camion HYUNDAI de 7tonnes ainsi qu'un pick up de marque NISSAN).

3- 1-2-L'étude socio-économique

La SARL Y est une affaire familiale créée par les frères X avec un capital social de 100.000 DA divisé en 25 parts, fabrique à base de bois des palettes et caisse palettes standards fabriquées pour le compte de plusieurs entreprises installées dans la région de Bejaia.

3-1-3 -Caractéristiques secteurs et marchés/concurrences :

Actuellement, la palette est le seul outil qui sert à la fois pour les opérations de manutention, de stockage et de distribution. Ils ont assistés ces dernières années à l'ascension d'entreprises privées, nouvellement créées, de fabrication de palettes qui profite des exigences environnementales.

Les flux de marchandises transportés principalement par route ne cessent d'augmenter, le recours à l'utilisation de la palette en bois pour de meilleures conditions de chargement et déchargement fait partie du processus de commercialisation.

Plusieurs unités de production notamment celles des productions des huiles, sucres et eaux ont pris conscience de l'utilité du transport sur palettes qui est à la fois plus rapide et plus sûr.

Le marché national compte actuellement deux entreprises de fabrication mécanique de palettes par ligne numérique. L'une est à situer Alger (entreprise LAPAL) et la seconde est la SARL EASYPAL (domiciliée à l'agence 501).

3-1-4- Position de l'entreprise dans son secteur sur sa zone d'influence :

Il est clair que le procédé de fabrication mécanique permet de satisfaire une demande plus importante, toutefois, l'offre actuelle ne suffit pas à combler la demande.

De par son portefeuille client, la SARL PPB détient une part de marché très importante. Nous pouvons avancer qu'elle partage le marché avec EASY PAL ce qui est loin l'être négligeable, avec l'apparition.

Elles servent à deux quelques grands industriels CEVITAL, CANDIA et IFRI

Tableau N°17 : Diagnostic économique

	Opportunités	Menaces
Secteur et marché	<p>-Produits très demandé sur le marché, avec une offre qui n'arrive pas à satisfaire la demande aussi rapidement qu'il est nécessaire.</p> <p>-obligation faites aux entreprises de livrer leur produit sur palettes augmente la demande.</p>	
	Forces	Faiblesses
Entreprise production commercialisation Gestion	<p>-portefeuille clientèle très consistant dont la demande et de plus en plus importante.</p> <p>- secteur très rentable, procédure de fabrication très simple, matière premières disponible.</p>	

3-1-5- Stratégie de l'entreprise :

Satisfaire les BDC de la clientèle dont la demande est significative et assurer plus particulièrement les approvisionnements

de CEVITAL dans le cadre de la convention signée.

Investir dans du matériel, nécessaire à faciliter la production et la démarche de commercialisation.

Dans un proche avenir, importer la matière première qu'est le bois, selon des mesures bien spécifiques.

3-1-6- Etude comptable :

Tableau N°18 : Bilan comptable provisionnel « actif » (en DA)

N°	Actif	2012	2013	2014	2015	2016
	INVESTISSEMENTS					
24	Equipement de production	18537747,78	18537747,67	18537747,78	18537747,78	18537747,78
29	Amortissement	6552736,22	9113036,67	11673337,12	14233637,57	16793938,76
	Investissement net	1198501166	9424711,11	6864410,66	4304110,21	1743809,76
31	Matières et fournitures	36716781,99	23250401,12	2920833492,92	25350750,15	24466964,16
35	Produits finis	17995350,00	19539730,00	21295180,32	23445630,45	25234880,60
	Total stocks	54712131,99	42790131,12	50503515,24	48796380,60	49701844,76
	CREANCES					
	Créance sur clients	60945799,55	62350125,84	65350125,40	67748201,14	70125325,15
47	Disponibilités	3125489,23	4252300,48	4852350,20	3352450,25	4512250,13
48						
	Total créances	64071288,78	66602426,32	70202475,6	7110065120	7463757528
	Total Actif	130768432,43	118817268,55	127570401,50	124201142,2	126083229,80

Source : Document interne de compte comptable de la SGA

Tableau N°19 : bilan comptable provisionnel « passif » (en DA)

	Passif	2013	2014	2015	2016
	Fond propres				
10	Fond social	3000000,00	3000000,00	3000000,00	3000000,00
13	Réserve	4855380,08	4855380,08	6250300,45	3520150,40
	Total	78855380,08	78855380,08	9250300,45	6520150,40
	Dettes				
52	Dettes d'investissements	39370552,50	3125550,25	2650350,20	1540350,45
53	Dettes stocks	9032560,14	98350120,48	92350125,15	97014426,52
55	Dettes en vers les associés	6899125,14	7751015,28	7851350,14	2120150,13
57	Dettes d'exploitations	-	-	1151250,89	-
58	Dettes commerciales	775800,00	615350,00	-	1354230,18
	Total	106437578,78	114692036,01	109503076,38	114736507,42
80	Résultat de l'exercice	4524309,69	5022985,41	5447765,37	4826571,98
	Total général	118817268,55	127570401,50	124201143,20	126083229,80

Source : document interne de compte comptable de la SGA.

3-2- Etude et analyse financier de crédit d'investissement :

Tableau N°20 : l'évaluation des cash-flows :

Désignation	2012	2013	2014	2015	2016

Résultat net d'exercice	4338124,51	4524309,69	502298541	544776537	482651798
Cash-flow	689842496	708460914	758328586	800806582	73867243
∑ CF	689842496	13983035,10	21566320,96	29574386,78	30313059,21
Cash-flow actualisé	551873,99	708460,22	7583283,94	8008062,90	738668,51
∑ CF actualisé	551873,99	7636483,21	1521967,15	23227830,05	23966502 ,48

Source : Analyse des données bilans TCR provisionnel pour l'année 2012-2016

3-2-1- Les critères d'évaluation d'investissement

➤ **La valeur actuelle nette(VAN) :**

$$VAN = \sum_{i=1}^n CF \text{ actualisé} - I_0$$

Dans notre cas le capital investis est égale 10000000

$$VAN = 23966502,48 - 10000000$$

$$VAN = 13966502,48 > 0$$

La valeur nette actuelle du projet d'investissement est positif (VAN)>0, le projet est rentable donc il permet de récupérer la valeur initial de capital investis.

➤ **le délai de récupération du crédit(DR) :**

D'après le tableau de l'évaluation des cash flow, l'entreprise peut récupérer a la fin de 3^{ème} année une somme inférieure au capital investis, et a la 3^{ème} année le montant récupère s'élève à 1521967 ,15. il se situe entre 3 et 4 ans. Par interpolation linéaire, on peut trouver une valeur proche de DR.

$$DR = \text{année de cumul inférieur} + \frac{\text{valeur moyenne} - \text{valeur minimum}}{\text{valeur maximum} - \text{valeur minimum}} \times 12$$

$$DR = 3 + \frac{10000000 + 1521967,15}{23227830,05 - 1521967,15} \times 12$$

$$DR = 3 \text{ans et } 7 \text{ mois}$$

➤ **le taux de rentabilité interne(TRI) :**

Si on veut calculer la valeur du TRI nous allons procéder par une série d'essais successifs.

$$i=9\% : \sum CF_{actualisé} = 6898424,96(1,09)^{-1} + 7084610,14(1,09)^{-2} + 7583285,86(1,09)^{-3} + 8008065,82(1,09)^{-4} + 738672,43(1,09)^{-5}$$

$$\sum CF_{actualisé} = 95450681,18 > 100000000$$

$$i=12\% : \sum CF_{actualisé} = -33506631,81 < 100000000$$

Supposons : $9\% < TRI < 12\%$

Pour déterminer la valeur précise de TRI on va utiliser la méthode de l'interpolation linéaire :

$$i=9\% : \sum CF = 95450681,18 > 100000000$$

$$i=12\% : \sum CF = -33506631,81 < 100000000$$

	0,09 95450681,18	9540681,18
	0,12 -33506631,82	-100000000
	0,03 128957313	85450681,18

Pour: 0,03 \longrightarrow 128957313

TRI \longrightarrow 85450681,18

$$TRI = 0,03 \times 85450681,18 \div 128957313$$

$$TRI = 0,01$$

$$\text{Donc} = 0,09 + 0,01$$

$$= 0,1\%$$

TRI = 10%

➤ **Indice de profitabilité (IP) :**

$$IP = VAN / I$$

$$IP = 23966502,48 / 10000000 = 1,396$$

La réalisation de l'investissement consiste à prévoir 1,396 pour 1DA Décaisse, donc l'avantage de 0,396 DA.

À partir de cette analyse et après de critère de choix d'investissement on peut affirmer que le projet est rentable. Dans ce cas la banque à décider d'octroyer le crédit nécessaire pour le financement de ce projet.

3-2-2- Analyse de LA rentabilité :

C'est la mesure de l'activité reportée à tout en partie des moyens mis œuvre pour réalisation cette activité, la productivité est donc est un critère d'efficacité d'un processeur productif.

1) Les soldes intermédiaires de gestion : les soldes intermédiaires de gestion les plus souvent calculer est :

La marge commerciale = vente nettes de marchandises – cout d'achat demarchandises vendue – la production de l'exercice.

La production de l'exercice =production vendue + production stocke +productionde l'entreprise pour elle-même + présentation fournit + transfert de charge decharge de production – matières et fourniture consommée – services.

✓ **L'excédent brut d'exploitation (EBE) :**

EBE= VA + subvention d'exploitation – frais personnel –impôt et taxe et versement assimilé.

L'excédent brut d'exploitation, constitue un bon critère des performances industrielles et commerciales de l'entreprise car il dépend que des opérations de production et de commercialisation.

✓ **Le résultat avant amortissement** = VA-frais de personnel – frais de financiers – impôt et taxe – frais divers.

✓ **Résultat d'exploitation** =résultat avant l'amortissement + dotation auxamortissements.

✓ **Résultat net d'exercices** = résultat brut – IBS.

✓ **CAF** =résultat net d'exercice +dotation aux amortissements

Tableau N°22 : soldes intermédiaires de gestion :

Rations de gestion	2012	2013	2014	2015
Production vendue	195125000,00	200978750,00	207008112,50	213218355,88
C A	195125000,00	200978750,00	207008112,50	213218355,88
Matières et F consommées	177709471,77	183040755,92	188531978,60	1873504,40
Services	1991880,52	1889350,56	1992315,18	720354,30
Valeur ajouté	17418997,71	17593023,52	18239269,02	19307363,65
Frais personnel	6889330,25	6853820,20	686854035	2985056,98
Fais financier	556300,00	612350,14	660789,10	665350,14

Frais divers	343192,50	228540,54	228540,14	445350,40
Impôt et taxes	2731750,00	2813702,50	2898113 ,58	2985056,98
Résultat avant l'amortissement	6898424,96	7084610,14	7583285,85	8008065,82
Dotations aux amortissements	2560300,45	2560300,45	2560300,45	2560300,45
Résultat d'exploitation	4338124,51	4524309,69	5022985,41	5447765,37
Résultat brut de l'exercice	4338124,51	4524309,69	5022985,41	5447765,37
I B S	0	0	0	0
Résultat net	4338124,51	4524309,69	5022985,41	5447765,37
CAF	6898424,96	7084609,22	7583283,94	8008065,82

Source : établi à partir du tableau des comptes de résultats.

- La valeur ajoutée : elle représente 80% du chiffre d'affaire. Ceci s'explique par la nature de l'activité qui ne nécessite pas une très forte consommation en matières, fournitures et services.
- Le résultat de l'exploitation : les résultats proviennent en totalité de l'activité de l'entreprise, il n'existe pas de résultats exceptionnels.
- Le résultat net : le résultat net qui est prévu à 4338124,51 MDA pour la première année, ce qui viendra renforcer la CAF.

3-2-3- Analyse financière des flux

Tableau N°23 : Trésorerie

désignation	2012	2013	2014	2015
Fond de roulement	15452	13790	16890	20895
Besoin de fond de roulement	17327	14038	16888	23043
trésorerie	(1875)	(248)	2	(2148)

Source : établi à partir du tableau des comptes de résultats.

Nous remarquons un fond de roulement positif et croissant à partir de 3^{ème} année ,ainsi que le besoin de fond de roulement aussi a partir de 3^{ème} année ,donc les dettes à CT constituent comme une ressource importante de financement de la SARL , pour la Trésorerie est négative dès la 1^{ère} année sauf à la 3^{ème} année mi sa reste négatif ,ce qui signifie que l'entreprise à besoin à des ressources financières à CT.

Conclusion :

Dans ce chapitre ce chapitre en conclu que les banques tiennent dans l'octroi de crédits de gestion de l'analyse financier et des engagements bancaires selon la primordiale des risque, donc les banques peuvent refuser l'octroi de crédits de gestion pour plusieurs raisons tels que le respect des règles prudentielles, l'insuffisance de garanties, l'existence d'un la payés et mauvais réputation de l'entreprise et si le projet ne pas rentable.

Malgré tout, l'appréciation subjective du banquier reste fondamentale dans un dossier de crédits à court terme. Un dossier de crédits de gestion bien fait, qui contient des

informations et des explications suffisantes, facilité le travail du banquier et augmente les chances d'octroi des crédits.

En fin les banques tiennent compte des flux de trésorerie dans leur dimensionnement et essaient le maximum possible de répondre aux besoins réels de l'entreprise.

Conclusion Générale

Conclusion Générale

À la fin de notre étude nous sommes parvenus à conclure sur la problématique d'accès des PME au financement bancaire. Pour développer le sujet, il nous a fallu commencer par une revue de littérature liée à la PME et leurs caractéristiques, le rôle important qu'elles jouent en matière du développement local et national et leur participation à la création des richesses et des emplois.

A l'issue de ce travail on constate que les PME se financent généralement par leurs ressources personnelles « autofinancement » en premier lieu, suivi de financement bancaire, qui offre une gamme diversifiée des crédits accordés par la banque en deuxième lieu, qui exige certaines conditions pour accepter d'octroyer le crédit, se trouvent pénalisées, à la plupart de temps puisqu'elles ne présentent pas les conditions nécessaires exigées par le secteur bancaire.

Les PME souffrent d'un mal majeur qui est celui du manque de financement, ce dernier est un élément fondamental pour l'exécution des projets par les PME, il est nécessaire de trouver des solutions pour réduire ce manque de financement. Nous avons constaté que la difficulté d'accès au crédit est l'un des obstacles du financement des PME.

D'après notre stage pratique pendant un mois à l'agence « SGA 503 » de Bejaia,

Nous pouvons conclure que les critères de sélection diffèrent, si l'emprunteur est déjà un client de la banque, nous donnons importance surtout à la moralité du dirigeant, à l'historique des mouvements du compte, à l'intérêt commercial et à la rentabilité du projet.

Après avoir donc bien étudiés les critères essentiels qui interviennent à la prise de décision dans le secteur bancaire, il faudrait émettre quelques propositions concernant l'accès du crédit pour les entreprises et surtout les PME.

En effet, il est très important d'encourager les entreprises à produire des éléments comptables fiables, ensuite, la relation banque- PME est bien évidemment le meilleur moyen de se fonder sur une confiance réciproque entre eux, il faut appliquer les fonds de garantie qui auraient un impact très positif sur le financement des PME, ils sont utilisés comme un moyen

de couverture dans le cas où l'emprunteur se trouve en difficulté financière et ne pourra honorer ses engagements.

Notre stage au sein de la SGA a été très bénéfique, nous avons pu observer le fonctionnement quotidien d'une agence bancaire, il est donc « évident » que cette période de stage a permis d'accroître nos connaissances en matière de banque et d'acquiescer de nouvelles techniques présentées au sein de l'agence (SGA) 503, Bejaia.

Bibliographie

Bibliographie :

Mémoire

- ❖ Benabdelhak.A, Boussekin.M, Berkani .N,(2011), « Le financement Bancaire des PME en Algérie ».
- ❖ Bouchibane O, Boufadene S , « Problématique du financement des PME en Algérie »2010-2011
- ❖ Chellil A, Ayad S, « PME en Algérie, réalité et perspectives »2008
- ❖ Gharbi Samia, « Les PME/PMI en Algérie »mars 2011
- ❖ Laidi N, Ouchicha C « Contribution des mécanismes de garanties au financement des PME »2010-2011
- ❖ Merzouk Farida « PME et compétitivité en Algérie »2008
- ❖ Moez Ahmed « les sources de financement des PME et la mise en place du marché alternatif tunisien »2007
- ❖ Mohamed Boussetta « le financement des PME au Maroc, Contraintes, Enjeux et perspectives »2006
- ❖ Rezaki S, Rafed F «Le financement des PME en Algérie »,2011
- ❖ Sara Najjar « Octroi des crédits au PME »2014-2015
- ❖ Seddiki Fadila « L'économie Algérienne, économie d'endettement de marché financier »2013

Ouvrages :

- ❖ Denis Desclos, « Analyse –crédit des PME » édition paris,(2010)
- ❖ Florence F, Lozato M, Mendes P, « Assistant de gestion PME -PMI »4^{ème} édition Dunod, paris (2004)
- ❖ Ginglinger E,« Gestion financier de l'entreprise »édition Dalloz.(1991)
- ❖ P. Vernimmen, « Finance d'entreprise »7^{ème} édition paris, Dalloz,(2004)

Revues

- ❖ Chabha Bouzar, « les Contraintes de développement du marché financier Algérien »(2008).
- ❖ Christian Saublens, « toutes les sources de financement ne sont identiques », (2013).
- ❖ Korichi Y, Gaboussa A, Silekhal A, « les PME en Algérie, état des lieux ,Contraintes et Perspectives », (2011).
- ❖ Michel Fantene, « les modes de financement des PME et TPE » , (2013).

Sites

- ❖ www.NetPME.Fr
- ❖ www.Finances-Algeria.org
- ❖ www.Cnac.dz
- ❖ www.ONS.dz

Résumé :

Grace à l'ouverture de l'économie Algérienne suite à la loi 90-10 relative à la monnaie et crédit qui donne la naissance à plusieurs PME, qui sont considérées comme une cellule de richesse et source de satisfaction aux besoins économique et sociaux (comme les organismes et institution de soutien des PME).

Le financement bancaire des PME se fait toujours par le financement interne (l'autofinancement) et financement externe (crédit bancaire).

Summary :

Thanks to the opening of the Algerian economy following the 90-10 law on money and credit that gives rise to more SMEs, which are regarded as a cell of wealth and source of satisfaction to the economic and social needs (as organizations and SME support institution).

Bank financing for SMEs is always done by internal financing (self-financing) and external financing (bank credit).

ملخص

بفضل انفتاح الاقتصاد الجزائري في أعقاب القانون 90-10 على المال والائتمان التي تؤدي إلى المزيد من الشركات الصغيرة والمتوسطة، التي تعتبر خلية للثروة ومصدر ارتياح للاحتياجات الاقتصادية والاجتماعية (كما المنظمات والمؤسسات دعم المشاريع الصغيرة والمتوسطة).

ويتم تمويل البنك للمشاريع الصغيرة والمتوسطة دائما التمويل الداخلي (التمويل الذاتي) والتمويل الخارجي (ائتمان

مصرفي).